

LE SOCIALISME

DOCUMENT

Des conclusions sans preuves : Le rapport de Human Rights Watch sur l'attentat de l'hôpital Al-Ahli

Le rapport trompeur de Human Rights Watch sur l'attaque de l'hôpital Al-Ahli a été publié sans véritable enquête ni preuves concluantes. Cette politique de deux poids, deux mesures met en danger la vie des Palestiniens.

<https://mondoweiss.net/2023/12/findings-without-evidence-human-rights-watches-report-on-the-al-ahli-hospital-attack/>

Par Soheir Asaad, Muna Haddad et Rania Muhareb - 5 décembre 2023

Le rapport trompeur de Human Rights Watch sur l'attaque de l'hôpital Al-Ahli a été publié sans véritable enquête ni preuves concluantes. Cette politique de deux poids, deux mesures met en danger la vie des Palestiniens.

Deux jours après le début de la trêve qui a permis aux Palestiniens de Gaza de se rendre compte de la destruction et de la dévastation et de rechercher leurs morts, Human Rights Watch (HRW) a jugé bon de publier un rapport trompeur qui ne peut que nuire à la souffrance et à la crédibilité des Palestiniens, alors même qu'Israël intensifie ses attaques génocidaires. Le dernier rapport de HRW prétend présenter des "*conclusions*" sur l'attaque de l'hôpital Al-Ahli à Gaza le 17 octobre, qui a tué des centaines de civils palestiniens, parmi lesquels des patients, des travailleurs de la santé et des personnes déplacées à l'intérieur du pays à la suite des frappes aériennes israéliennes.

Bien qu'elle s'appuie sur des preuves peu concluantes, qu'elle n'ait pas eu accès à la scène et qu'elle ait conclu qu'elle ne pouvait ni "*confirmer*" ni établir sa conclusion "*avec précision*", HRW insinue que l'attaque contre Al-Ahli "*a été perpétrée à l'aide d'une munition apparente propulsée par fusée, telle que celles qui sont couramment utilisées par les groupes armés palestiniens*". Pourtant, elle maintient qu'elle "n'a pas été en mesure d'identifier de manière concluante" la munition en question et qu'une "*enquête complète*" est nécessaire. On peut se demander pourquoi HRW publie un tel rapport s'il n'y a pas suffisamment de preuves pour tirer des conclusions concernant l'attaque d'Al-Ahli.

Des spéculations plutôt que des preuves

Malgré l'absence de preuves concluantes, le rapport d'Al-Ahli fait des insinuations dangereuses, dont les implications sont graves dans un contexte où HRW a reconnu que des

vies sont littéralement "*en jeu*". Criblé de spéculations et de termes vagues, le rapport ne fournit pas de liens ni d'explications ou d'analyses détaillées concernant les vidéos et les photos examinées. HRW admet qu'elle n'est pas en mesure de vérifier des informations essentielles et ne présente aucune nouvelle donnée ou analyse crédible en dehors de celles déjà examinées par des groupes professionnels. En effet, Forensic Architecture, Al-Haq et Earshot ont jeté un "*doute important*" sur l'allégation de l'armée israélienne selon laquelle l'attaque de l'hôpital Al-Ahli résultait d'un tir de roquette erroné, soutenant qu'"*Israël n'a pas encore fourni de preuves concluantes*" à l'appui de cette allégation.

Le rapport de HRW discrédite effectivement les voix palestiniennes et les demandes internationales appelant à la fin des attaques sur Gaza. Même lorsqu'il évoque les vies palestiniennes perdues dans le massacre de l'hôpital Al-Ahli, HRW rejette le nombre de victimes d'une manière absurde, affirmant avoir examiné des "images" qui "*montrent entre 65 et 75 sacs mortuaires, des tapis enroulés et des corps*". Il ne s'agit manifestement pas d'une méthode ou d'un outil valable pour contester la véracité des "victimes" palestiniennes signalées sur le terrain. HRW se demande même "*si toutes ces victimes provenaient de l'explosion d'Al-Ahli*".

En outre, en choisissant d'attribuer la responsabilité aux "autorités israéliennes et palestiniennes", HRW demande une enquête crédible sur les violations du droit humanitaire international. Cette formulation suggère une responsabilité égale des deux parties, ignorant le fait que, comme HRW l'a reconnu dans des rapports précédents, c'est Israël qui a activement empêché les enquêteurs indépendants d'accéder à la bande de Gaza après chaque offensive militaire israélienne, refusant de coopérer avec eux, entravant ainsi les enquêtes indépendantes et la collecte d'éléments de preuve. En fait, un jour avant la publication du rapport Al-Ahli, HRW a reçu une lettre du chef du département politique et des relations extérieures du Hamas en réponse à une demande envoyée au ministère de l'intérieur à Gaza. En résumant cette réponse, HRW omet le point principal de la lettre : en raison des attaques israéliennes sur l'infrastructure et du ciblage des employés du ministère de l'intérieur, il a été impossible d'obtenir les premiers résultats de l'enquête ; ils coopéreront avec les efforts d'enquête internationaux et les autorités compétentes pour soumettre des preuves, des documents et des images vérifiées à la première occasion possible. Pourtant, HRW reproche aux autorités de Gaza de ne pas avoir présenté les restes qu'elles ont déclaré avoir, en utilisant ce prétexte pour leurs "*conclusions*".

Une "*enquête*" sélective

L'attaque contre l'hôpital Al-Ahli est l'une des 203 attaques contre les soins de santé enregistrées par l'Organisation mondiale de la santé à Gaza depuis le 7 octobre, dans le contexte des frappes aériennes israéliennes incessantes et de l'invasion terrestre au cours de laquelle 1 Palestinien sur 200 a été tué dans la bande de Gaza. Bien qu'elle reconnaisse ces attaques et qu'elle en ait rendu compte, HRW continue de traiter le massacre de l'hôpital Al-Ahli comme un incident isolé

Tout au long de l'attaque génocidaire d'Israël, HRW a toujours refusé d'analyser les schémas de la conduite militaire israélienne et ses effets cumulatifs sur la population civile palestinienne, y compris les violations des principes de distinction et de proportionnalité. S'il

est utile d'examiner spécifiquement le massacre de l'hôpital Al-Ahli et d'autres attaques contre des civils palestiniens, le faire sans établir un schéma général de violations, comme l'a fait HRW, revient à sortir ces attaques de leur contexte, ce qui est trompeur. Cette approche minimise les souffrances des Palestiniens tout en jetant le doute sur leur crédibilité, alors même que les personnes travaillant sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme risquent leur vie lorsqu'elles rendent compte des atrocités commises à Gaza.

Le rapport sur l'hôpital Al-Ahli occulte donc des faits cruciaux sur l'attaque génocidaire en cours d'Israël. Lorsqu'elle s'est produite, moins de deux semaines après le début de la guerre, l'attaque de l'hôpital a établi un sinistre record pour le nombre de civils tués en une seule frappe. Depuis lors, les attaques israéliennes ultérieures et continues, notamment contre le camp de réfugiés de Jabalia et les écoles de l'UNRWA - dont la responsabilité n'est pas contestée - ont entraîné un taux de mortalité élevé chez les civils. En outre, à l'époque, il était inimaginable que les hôpitaux, les patients et les civils cherchant refuge à Al-Ahli soient pris pour cible. Depuis, il est apparu clairement que les attaques israéliennes contre les hôpitaux faisaient partie intégrante de sa campagne génocidaire où, comme l'a expliqué le médecin palestinien Ghassan Abu Sittah, *"tous ceux qui ont eu la chance de survivre à l'assaut initial, la stratégie israélienne a consisté à détruire le système de santé pour qu'ils ne survivent pas aux blessures"*.

Arrêter le génocide ou déshumaniser les victimes ?

Depuis le début de l'assaut israélien, les responsables israéliens ont été très clairs quant à l'intention de couper l'électricité, l'eau, la nourriture et le carburant aux 2,3 millions de Palestiniens de Gaza, ce qui a été suivi par des frappes aériennes israéliennes aveugles qui ont décimé des quartiers palestiniens entiers et détruit 60 % des maisons civiles. HRW n'accorde aucun poids aux déclarations directes et publiques des responsables israéliens sur leur intention de commettre un génocide et ne tient pas compte des avertissements des universitaires, des organisations de défense des droits de l'homme et des experts de l'ONU sur le risque de génocide dans la bande de Gaza. HRW ne considère même pas ces déclarations israéliennes comme une reconnaissance de l'engagement dans des attaques aveugles et disproportionnées contre les civils palestiniens.

Le refus de HRW de reconnaître un modèle de comportement militaire israélien, y compris des violations répétées des principes de base du droit humanitaire international, laisse à Israël une grande marge de manœuvre pour avancer des affirmations visant à justifier les atrocités qu'il continue à commettre contre les Palestiniens. Cela semble signifier qu'Israël approuve tacitement la poursuite de ses attaques aveugles tout en l'invitant à s'efforcer d'"améliorer" sa conduite, mais pas de l'arrêter.

En fait, à ce jour, HRW refuse toujours d'appeler à un cessez-le-feu permanent à Gaza. Cela fait partie de la politique de certaines organisations internationales qui ne prennent pas position sur des questions considérées comme "*politiques*" et en dehors du champ d'application du travail juridique. Cela est problématique en soi, mais HRW limite encore son approche à une interprétation conservatrice du droit international qui privilégie les revendications israéliennes tout en reléguant l'objectif principal de protection des vies humaines à l'arrière-plan. Il s'agit encore d'un choix politique dans le contexte de la colonisation, de la Nakba en cours et du risque de génocide, où HRW choisit de gérer les

attaques d'Israël mais refuse d'adopter une position affirmée pour exiger la fin de nouvelles atrocités.

Les nourrir avant de les tuer

Pendant plus d'un mois, HRW a publié des déclarations sur Israël coupant l'électricité, l'eau, le carburant, les télécommunications et bloquant l'aide humanitaire à Gaza, sans présenter le contexte de cette politique comme faisant partie intégrante de l'attaque génocidaire d'Israël et du nettoyage ethnique de masse des Palestiniens. Ce décalage aboutit souvent à des positions absurdes : dans un rapport, HRW souligne que le refus de fournir de l'eau, du carburant et de l'électricité met en danger la vie des enfants palestiniens - appelant à la fin du blocus illégal de Gaza en raison de son impact sur les enfants blessés et malades qui ont besoin de "*soins médicaux vitaux*" - mais ne reconnaît pas que les bombardements massifs et aveugles d'Israël sur les maisons, les hôpitaux et les écoles constituent la principale menace pour la vie des enfants de Gaza. À l'époque, plus de 1 000 enfants palestiniens avaient été tués par les forces d'occupation israéliennes. Aujourd'hui, plus de 6 150 enfants ont été tués.

De même, dans son rapport sur la situation des femmes et des filles palestiniennes, HRW reconnaît que le blocus israélien de Gaza constitue une punition collective et un crime de guerre, mais ne qualifie pas le meurtre de plus de 1 300 femmes de crime de quelque nature que ce soit. Plus de 4 000 femmes ont été tuées à Gaza, mais HRW n'appelle toujours pas à un cessez-le-feu. Les exemples ne manquent pas, mais tous montrent le même schéma : La guerre génocidaire d'Israël n'est pas reconnue comme illégale par HRW, pas plus que le bombardement de bâtiments, piégeant des milliers de Palestiniens sous les décombres, ou le déplacement forcé de 80 % de la population.

Dans un autre rapport, HRW déclare que "*le droit de la guerre exige des parties qu'elles facilitent l'acheminement rapide des secours, sous réserve d'une inspection et d'une surveillance visant à empêcher leur détournement ou la livraison d'armes*". Néanmoins, HRW ajoute qu'"*Israël peut, en d'autres termes, surveiller les expéditions organisées par l'ONU, mais il ne peut pas bloquer un approvisionnement vital, ce qui est le cas du carburant pour Gaza en ce moment*". Ce faisant, HRW refuse de reconnaître les violations systématiques d'Israël, le nettoyage ethnique et l'intention de punir collectivement la population civile. Au lieu de cela, elle accorde une légitimité à Israël pour continuer à gérer la manière dont les besoins de la population civile sont pris en compte. En adoptant cette position, HRW se soustrait à sa responsabilité de protéger efficacement les victimes palestiniennes de ces violations, ce qui constitue la pierre angulaire du travail sur les droits de l'homme.

Pendant des années, les Palestiniens ont demandé à HRW de reconnaître l'oppression et la domination institutionnalisées du peuple palestinien par Israël. HRW l'a finalement fait en publiant son rapport sur l'apartheid et la persécution israéliens en avril 2021. Mais même lorsqu'il l'a fait, il a omis des éléments clés de la façon dont les Palestiniens ont compris le régime d'apartheid d'Israël. En particulier, HRW n'a pas reconnu le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et a continué à fragmenter les Palestiniens des deux côtés de la Ligne verte tout en légitimant les politiques sionistes de colonisation. Aujourd'hui, nous sommes

témoins du résultat de l'impunité prolongée d'Israël et de l'incapacité à s'attaquer aux causes profondes de l'apartheid israélien en tant qu'outil du colonialisme sioniste.

La politique de deux poids deux mesures de Human Rights Watch met en péril la vie des Palestiniens

Au milieu des appels à la prolongation de la trêve et à un cessez-le-feu permanent à Gaza, HRW a décidé de publier un rapport trompeur sur le ciblage de l'hôpital Al-Ahli le 17 octobre, sans mener une véritable enquête ni fournir de preuves concluantes concernant ses spéculations.

Le point de départ tacite de l'analyse de HRW est que le problème de l'attaque génocidaire d'Israël contre les Palestiniens est une question de disproportion dans les "*incidents*" dispersés qui doivent faire l'objet d'une enquête. Dans la plupart de ses rapports ou articles, l'analyse de HRW commence par un langage absolu sur les attaques "*odieuses*", "*ignobles*" et "*inqualifiables*" du 7 octobre par des groupes armés palestiniens, avec une détermination claire qu'il s'agit de crimes. Pourtant, lorsqu'il est question des victimes palestiniennes de crimes atroces, l'assassinat d'au moins 15 523 Palestiniens à Gaza est totalement absent ou n'est pas reconnu comme illégal. Comment expliquer la violence inhérente à ce double standard, la dévalorisation et le quasi-effacement de la vie et de la souffrance des Palestiniens, si ce n'est par le racisme et la suprématie de la race blanche ?

En n'exigeant pas de cessez-le-feu, en ne demandant qu'une aide humanitaire sans reconnaître que les attaques aveugles d'Israël contre les civils palestiniens constituent un crime, et en n'évoquant pas le contexte plus large de l'oppression et de la domination israéliennes, le rapport de HRW met encore plus en danger la vie des Palestiniens. HRW doit jouer un rôle proactif dans la protection des Palestiniens contre l'escalade du génocide israélien en appelant immédiatement à un cessez-le-feu permanent à Gaza afin d'empêcher de nouvelles attaques qui nécessiteraient de nouvelles "*enquêtes*".